

Politique / La mort d'Adrien Zeller, président du conseil régional

Un homme de convictions

Adrien Zeller est mort hier après-midi à l'hôpital de Haguenau à la suite d'un second infarctus. Il était hospitalisé depuis le 14 juillet, victime d'un premier accident cardiaque qui avait conduit les médecins à le maintenir en coma artificiel et était depuis lors dans un état grave, même si ses proches annonçaient une amélioration ces derniers jours. C'est un homme politique de grande envergure, centriste, humaniste, grand décentralisateur, dont la voix comptait au niveau national, qui disparaît à l'âge de 69 ans, dans l'exercice de ses fonctions de président du conseil régional d'Alsace. Il laisse un immense vide.



PAR CLAUDE KEIFLIN

■ L'Alsace doit énormément à Adrien Zeller. Empêché de penser en rond, agitateur d'idées, rebelle aux idéologies de tous bords, il a bousculé l'image d'une région excessivement loyaliste, trop encline à prendre pour argent comptant les directives venues de Paris, d'un État

qu'il jugeait abusivement centralisateur.

Diplômé du Collège européen de Bruges où il a complété sa formation universitaire (20 ans avant la création du programme Erasmus), administrateur pendant six ans à la Commission européenne en début de carrière, il n'a eu de cesse de bousculer toutes les frontières, géographiques

et politiques. Cette ouverture d'esprit, acquise dans ses jeunes années, lui a toujours fait considérer ce qui se faisait de mieux ailleurs, pour tenter de le transposer et de l'adapter en Alsace, ou en France lorsqu'il eut des responsabilités nationales.

Adrien Zeller a commencé à faire parler de lui en 1973 lorsqu'il s'est lancé en politique, avec le discret soutien du sénateur Louis Jung, dans son «pays» natal, la circonscription de Saverne. Avec quelques amis d'enfance connus dans les milieux du sport – il était basketteur – et de la jeunesse agricole catholique, il mène une campagne dynamique et moderne qui déstabilise le notable sortant UDR, Alfred Westphal. Le jeune trublion est élu pour la première fois à l'Assemblée nationale, un mandat qu'il n'abandonnera qu'en 1998, pour se consacrer entièrement à la Région Alsace.

Initiatives alsaciennes, pépinière de jeunes élus

Le RPR mettra du temps à lui pardonner l'affront des législatives de Saverne. Jusque dans les années 90, il est dénoncé dans les meetings du parti gaulliste, à l'époque sûr de lui et dominateur, comme un «agité». D'autant qu'Adrien Zeller, fort de ses succès électoraux, parraine d'autres jeunes ambitieux qui apportent du sang neuf dans les conseils généraux du Bas-Rhin et du Haut-Rhin: Philippe Richert, Jean Westphal, Jean-Daniel Zeter, Jean-Jacques Weber, Jean-Louis

Lorrain, Pierre Brand, Francis Demuth...

L'UDF de Valéry Giscard d'Estaing ne peut pas non plus compter sur le soutien indéfectible du nouveau député de Saverne. Ne trouvant pas chaussure à son pied au niveau national, Adrien Zeller crée son propre mouvement politique en Alsace, Initiatives alsaciennes, souvent imité, jamais égalé. C'est un club de réflexion sur les grands problèmes de société et la pépinière d'une nouvelle classe d'élus. Son président n'acceptera de se plier à la discipline du CDS (centre des démocrates sociaux) que le jour où son ami Pierre Méhaignerie en prendra la tête, en 1982.

Promoteur du revenu minimum d'insertion

Centriste de gauche, se définissant lui-même comme un «démocrate-social», il rejoint les rangs des députés non-inscrits en 1981, après l'arrivée de la gauche au pouvoir. Il s'abstient lors du vote de confiance au premier gouvernement socialiste. «Voter contre Mauroy, c'était voter contre la volonté populaire», explique-t-il aux DNA. Mais en 1988, tout en ayant l'impression que les centristes sont «plus proches du style Rocard que certains socialistes», il ne répondra pas aux sirènes de l'ouverture, comme Jean-Marie Rausch et Jean-Pierre Soisson, les maires de Metz et d'Auxerre. Les débauchages individuels ne constituent pas une politique, considère-t-il.

Adrien Zeller sortait alors de deux années (20 mars 1986-9 mai 1988) passées dans le gouvernement Chirac, lors de la première cohabitation. Secrétaire d'État à la Sécurité sociale, le maire de Saverne ne peut hélas donner la pleine mesure de sa dimension sociale à l'ombre de l'imposant ministre de l'Emploi et des Affaires sociales, Philippe Séguin. Dès 1984, Zeller avait attiré l'attention sur le phénomène des nouvelles pauvretés et proposé que la France prenne exemple sur des pays voisins et assure à chaque citoyen un revenu minimum d'existence.

Mais Chirac et Séguin ne lui laisseront pas «assez de latitude» pour mettre en place ce revenu minimum, expérimenté à Saverne. Le RMI portera la patte de Michel Rocard.

Blitzkrieg pour une présidence de Région

En 1989, Adrien Zeller est élu au Parlement européen sur la liste de Simone Veil alors que Marc Reymann (UDF) y entre sur celle de Giscard d'Estaing. Trois ans plus tard, Zeller amorçe un repli tactique vers la Région Alsace, dirigée depuis onze ans par Marcel Rudloff. Le fondateur d'Initiatives alsaciennes estime que l'ancien maire de Strasbourg, défait aux municipales de 1989, n'est plus l'homme idoine pour «insuffler à la Région une nouvelle dynamique». Il conduira sa

propre liste face à celle de l'UDF-RPR, conduite dans le Bas-Rhin par Daniel Hoefel et Marcel Rudloff. Avec trois élus seulement, lui-même, Xavier Muller et François Loos, Adrien Zeller mène une guérilla permanente contre «la présidence» incarnée par Marcel Rudloff et Hubert Haenel.

L'opposant de l'intérieur dénigre ainsi la réflexion prospective «Alsace 2005», ce «catalogue de La Redoute», il fait capoter le projet de nouveau siège de la Région, sur les friches du Bon Pasteur (trop cher), il menace de voter contre le budget s'il n'y a pas de réduction des dépenses. Lorsque Marcel Rudloff meurt d'un cancer, le 23 mars 1996, Hubert Haenel (RPR) pense avoir rang de succession. C'est mal connaître Adrien Zeller, bien décidé à conserver aux centristes la seule Région qu'ils dirigent. Le 10 avril 1996, au terme d'une «journée de dupes» (dixit Haenel), Zeller est élu président du conseil régional, avec l'appui des Verts auxquels il a concédé l'abandon de la ligne nouvelle du TGV Est en plaine d'Alsace. Treize ans après, alors que les Verts en sont restés à leur position de «TGV sans casse», Adrien Zeller se battra bec et ongles pour la ligne nouvelle, indispensable pour mettre un terme aux encombrements de la ligne classique.

«Quand je me compare, je me console»

Adrien Zeller sera réélu sans difficultés à la tête de la Région en 1998 et 2004. Sa présidence restera marquée par un grand respect de la diversité politique de l'assemblée. Certains de ses opposants n'hésitent d'ailleurs pas à abuser de sa réticence à interrompre une intervention logorrhéique. Il n'a jamais eu aucune complaisance pour les thèses d'extrême droite, qu'il combat au contraire avec vigueur; il refuse que les élus FN siègent dans les conseils d'administration des lycées.

Comme beaucoup d'élus en responsabilité, Adrien Zeller supportait mal les critiques, surtout lorsqu'elles dénonçaient une forme d'auto-satisfaction. Les remises en cause de sa politique avaient le don de l'exaspérer. Il les ressentait comme une injustice et leur opposait systématiquement une phrase attribuée à Talleyrand: «Quand je me considère, je me désole, quand je me compare, je me console.» Un élu régional a sans doute trouvé la bonne formule pour qualifier Adrien Zeller: lorsque celui-ci avait installé son bureau au 1^{er} étage de la nouvelle maison de la Région Alsace, au Wacken, laissant les usagers du restaurant profiter du panorama du 4^e étage, Jean-Jacques Fritz (centriste) avait évoqué «l'humilité orgueilleuse» du président régional.

Grande culture et insatiable curiosité

Adrien Zeller a beaucoup sacrifié à la vie politique. Il avait une capacité de travail stupéfiante. Il n'hésitait pas à entreprendre un voyage en Corée pour quelques heures de présence sur place, ou en Chine pour trois jours de courses entre réceptions, dîners et réunions de travail. En Alsace, il était constamment par monts et par vaux, pour une inauguration, un concert, un débat, une manifestation folklorique. Et néanmoins, il trouvait le temps de lire un large éventail de la presse – à l'appui de ses démonstrations, il sortait souvent de son sac un article découpé vaille que vaille – et de nombreux ouvrages et essais. Atypique là aussi, dans un monde politique centré sur lui-même, Adrien Zeller pouvait, grâce à sa grande culture et à son insatiable curiosité du monde, entretenir des conversations passionnantes, jamais ennuyeuses.

En 2002, convaincu des vertus de l'union, il avait rejoint l'UMP tout en restant démocrate-social dans l'âme, n'hésitant pas d'ailleurs à critiquer Nicolas Sarkozy lorsque le président adoptait des attitudes ou des mesures libérales ou centralisatrices trop éloignées des convictions du président de la Région Alsace.

A son épouse Huguette et à ses quatre enfants, les DNA présentent leurs condoléances émues.

C. K.

BIOGRAPHIE

Les principales dates

❑ 2 avril 1940: naissance à Saverne, fils de Henri Zeller, entrepreneur en maçonnerie, maire d'Otterswiller, et d'Antoinette Ries, secrétaire, directrice de chorales.

❑ 1962: diplôme d'ingénieur agricole à Montpellier, après une formation à l'École normale de Strasbourg et une maîtrise d'économie obtenue à l'université de Strasbourg.

❑ 1964: diplôme du Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes à Montpellier.

❑ 1965: diplôme du Collège d'Europe de Bruges.

❑ 1965 à 1967: coopérateur technique du Commissariat au plan en Algérie.

❑ 1967 à 1973: administrateur principal à la Commission des communautés européennes,

à la direction de la politique agricole et régionale, sous les ordres du vice-président de la Commission, Raymond Barre.

❑ 1973 à 1988: consultant pour la FAO, organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.

❑ 1973 à 1988: conseiller général du Bas-Rhin. Il quitte le conseil général en 1988

pour se mettre en conformité avec la loi sur le cumul des mandats.

❑ 1973: député de Saverne. Constamment réélu jusqu'en 1997. Démission en avril 1998 pour se consacrer entièrement à la Région Alsace. D'abord apparenté UDF à l'Assemblée nationale, non-inscrit en 1981, puis membre du groupe UDF à partir de 1988.

❑ 1974 à 1996 : conseiller régional, vice-président de 1992 à 1996.

❑ 1976 : création du mouvement régional Initiatives alsaciennes.

❑ 1977 à 2001 : maire de Saverne. Conseiller municipal de 2001 à 2008.

❑ 1984 : création de l'Association pour la réalisation du TGV Est.

❑ 1986 à 1988 : secrétaire d'État chargé de la Sécurité sociale dans le gouvernement de Jacques Chirac.

❑ 1988 : soutient la candidature de Raymond Barre à la

présidence de la République.

❑ 1989 à 1992 : député européen, groupe PPE.

❑ 1991 : président du CDS (centre des démocrates sociaux) du Bas-Rhin. En avril 1996, il est élu à l'unanimité président de Force démocrate, qui remplace le CDS.

❑ 1996 : élu président du conseil régional d'Alsace le 10 avril, réélu en 1998 et en 2004.

❑ 1997 : président fondateur du Conseil rhénan, instance consultative d'élus du Rhin supérieur.

❑ 1998 : trésorier, puis vice-président de 2002 à 2004 de l'Association des Régions de France.

❑ 2000 : co-président de l'Institut de la décentralisation.

❑ 2002 : premier vice-président de l'Association des Régions d'Europe.

❑ 2003 à 2009 : président du Conseil national des économies régionales (CNER).

❑ 2003 : président de la commission permanente du Conseil national de l'aménagement et de développement du territoire (CNADT).

❑ 2005 : président du Cancéropole du Grand Est.

Distinctions

❑ 1999 : chevalier dans l'ordre de la Légion d'honneur, au titre du ministère de la Fonction publique.

Bibliographie

❑ 1970 : L'imbroglia agricole du Marché commun

❑ 1978 : La politique autrement

❑ 1998 : Pour ma région

❑ 2002 : La France enfin forte de ses régions, glossaire engagé de la décentralisation, avec Pierre Stussi

L'incandescent

■ *Le petit univers politique de Paris était sans doute trop conservateur et trop conformiste pour lui. S'était-il jamais fait à ses joutes convenues en dépit d'une longue et brillante carrière au plus haut niveau des institutions? Avec ce sourire désarmant et ce petit rire gentiment moqueur qui ponctuaient des analyses volontiers iconoclastes, il rappelait volontiers à son interlocuteur du moment (qu'il s'acharnait à convaincre de sa démonstration même s'il avait un train à prendre) qu'il n'était dupe de rien. Ni des résistances qu'il lui faudrait vaincre pour imposer l'une des multiples idées qui traversaient son imagination, ni des rigidités de l'État, ni des frilosités et même des lâchetés des hommes pris par le vertige du pouvoir.*

Ainsi allait «Adrien», personnage atypique dans ce milieu où, poussé par sa simplicité naturelle et une dynamo intellectuelle incandescente, il négligeait volontiers les artifices de l'image - à commencer par la sienne - pour aller à l'essentiel. Les hommages qui lui sont rendus de partout (lire en page Région 4) reflètent bien la nature du respect consensuel dont il bénéficiait dans toutes les familles politiques, et dans toutes les sphères d'activités. Chefs du gouvernement, ministres, députés, experts européens, journalistes : tous reconnaissent en lui un esprit novateur, libre des concepts habituels et - qualité rare dans

notre France colbertiste et prudente - un goût permanent pour l'expérimentation...

Cette originalité était appréciée pour son brio mais elle était parfois si audacieuse, presque révolutionnaire, qu'elle pouvait déranger des intelligences plus classiques et parfois dépassées, il faut bien le dire, par le feu d'artifice du personnage. Le ton pour le moins direct d'Adrien, son aversion affichée pour les faux-semblants qui font le quotidien de la vie politique, et des convictions définitivement décentralisatrices l'ont sans doute empêché d'accéder à des postes nationaux à la hauteur de ses compétences.

Trop libre, volontiers perçu comme individualiste tant sa démarche pouvait paraître personnelle, «trop» désintéressé et sans doute «trop» vrai, il avait énormément d'amis mais relativement peu de réseaux. Dans sa famille centriste, il était vu comme une sorte d'éternel enfant prodige fondamentalement étranger aux manœuvres d'appareil. Un grand technicien, maîtrisant parfaitement cette Europe si chère aux démocrates-chrétiens, mais un extra-terrestre inclassable. Impossible à embrigader dans l'une ou l'autre des batailles de clans.

Et puis, comme tant de visionnaires, il eut souvent raison trop tôt. Le revenu minimum d'existence qu'il avait imaginé au secrétariat d'État à la sécurité sociale n'eut pas le temps de voir le jour et sem-

blait alors bien trop révolutionnaire. Presque une utopie. Adrien ne se voyait pas comme le rêveur attachant qu'il était. Son cœur n'a pas battu assez vite,

ni tenu assez longtemps, pour suivre le rythme de ses enthousiasmes.

Olivier Picard

Ein echter Grenzgänger, eigentlich unersetzlich

Adrien Zeller ist tot. Der Präsident des elsässischen Regionalrats war ein temperamentvoller Europäer und ein Motor der Zusammenarbeit am Oberrhein

VON UNSEREM MITARBEITER
MARTIN GRAFF

Er war Ministerpräsident des Elsass. Wenn man so will. Das stimmt natürlich nicht, weil ein französischer Regionalpräsident mit einem deutschen Ministerpräsidenten kaum zu vergleichen ist. Adrien Zeller träumte sein Leben lang von der Macht eines deutschen Ministerpräsidenten. Doch bis heute steuert Paris die Regionalpolitik. Seit Ludwig XIV. hat sich zwar einiges geändert, aber nicht genug, davon war Zeller überzeugt.

Er kämpfte für ein starkes Elsass – bis zum 14. Juli 2009, dem französischen Nationalfeiertag. Da stand Bundespräsident Horst Köhler in Paris neben Präsident Nicolas Sarkozy, um die Militärparade auf den Champs Élysées zu begutachten. Zu gleicher Zeit speiste Adrien Zeller im Schwarzwald mit seinen deutschen Freunden, darunter Lothar Späth. Abends dann brach er in seiner Heimatstadt Saverne, wo er am 2. April 1940 geboren wurde, zusammen: Herzinfarkt.

Eine Ironie des Schicksals. Denn seine politische Karriere stand bis zum Schluss im Zeichen Europas. Als Jungakademiker studierte er am „Collège européen de Bruges“ in Belgien. Später arbeitete er als Agrarwissenschaftler am Aufbau der EU in Brüssel und als Berater bei der UNO, war Abgeordneter in Paris und im Europaparlament in Straßburg, Bürgermeister von Saverne (und Mentor der Partnerschaft mit Donaueschingen), Staatssekretär, zuständig für Krankenkassen, unter Präsident Chirac. Immer präsent in den grenzüberschreitenden Gremien des Oberrheins, war Zeller ein echter Grenzgänger und eigentlich unersetzlich, auch wegen seiner exzellenten Deutschkenntnisse. Die jüngere politische Garde des Elsass hat sich kulturell längst abgeseilt und kann in Luthers Sprache nur stottern.

„Ohne Herkunft
keine Zukunft.“



Adrien Zeller FOTO: JEAN-MARC LOOS

Die gesamte französische politische Elite lobt ihn als leidenschaftlichen Europäer, sozial engagierten Bürger, integren Politiker. Das war Zeller auch wirklich. Politisch kam er vom Zentrum, wie Pierre Pflimlin, sein Ziehvater, der erste Präsident des Europaparlaments. Zeller beschrieb sich selbst als „démocrate social“, nicht zu verwechseln mit Sozialdemokrat – wobei ich den Unterschied nie richtig verstand. 1974 entschied er sich für Mitterrand gegen Giscard. Prompt war auf den Mauern seines Hauses in Saverne zu lesen: „Die Panzer aus Moskau stehen vor Zabern!“ Danach blieb er brav in der Mitte, bis heute. Zuletzt schloss sich Adrien Zeller der Partei Sarkozys, der UMP, an, obwohl er in zwei Punkten stets gegen Monsieur le Président auftrat. Seine

Scheite galt dem ewigen Zentralismus und dem protzigen Auftreten des Präsidenten mit den Reichen. Dafür musste er zahlen. Obwohl er bei den letzten Regionalwahlen das Elsass für die UMP rettete, holte ihn Sarkozy nicht nach Paris.

2010 sind in Frankreich wieder Regionalwahlen. Zeller wollte nicht mehr unter der Schirmherrschaft von Sarkozys Partei kandidieren. Ob die Kollegen der elsässischen Rechten überhaupt mitgemacht hätten, ist ungewiss. Integer war Adrien Zeller bis in die Fingerspitzen. Nie hätte er sich auf Urlaubsreisen einladen lassen wie sein Freund Lothar. Als er das Grenzkabarett in Riegel besuchte, wo ich mit Klaus Spürkel auftrat, sagte ich ihm, dass dieses Theater ohne Subventionen lebt. Schon zückte er seine Brieftasche und bezahlte den Eintritt.

Zeller liebte die Literatur und die philosophische Debatte. „Hast Du das Buch ‚Achever Clausewitz‘ von René Girard gelesen?“ Schon haften wir uns Argumenten um die Ohren. Stellte ich in einer entlegenen Vogesenhütte ein Buch über Migranten vor, tauchte er hundemüde spät abends noch auf, um dann bei der Diskussion wieder quicklebendig zu werden. Im Vorjahr haben wir beide an der Neuauflage des Bestsellers „Psychanalyse de l'Alsace“ von Hoffet mitgearbeitet. Zeller schrieb das Nachwort. Ich das Vorwort.

Zeller lobt darin die Qualität der deutschen Vergangenheitsbewältigung, die es uns erlaube mit unseren deutschen Nachbarn in Frieden zu leben. Die deutsche regionale Fernsehlandschaft zitiert er als Musterbeispiel, bleibt doch unser regionales Fernsehen ein Jammerkanal, ohne nennenswerte Produktionen, die die Identität der Elsässer wahrnehmen. Sein Engagement galt auch ganz gezielt dem Deutschunterricht im Elsass, der ebenfalls vernachlässigt wird. Dafür zitiert er in seinem Nachwort den deutschen Spruch: „Ohne Herkunft keine Zukunft.“

Am vergangenen Samstag ist Zeller einem zweiten Herzinfarkt erlegen.

Der Verfasser, Martin Graff (65), ist Buchautor und Kolumnist des BZ-Magazins. Er lebt im Munstertal (Elsass).

nachruf

Adrien Zeller



MANN DES DIALOGS. Über 13 Jahre lang hat Adrien Zeller als Präsident der Région Alsace die Geschicke unserer Nachbarregion geleitet und die grenzüberschreitende Zusammenarbeit zwischen dem Elsass, Baden-Württemberg und der Nordwestschweiz mit grossem Engagement vorangetrieben. Am Samstag ist er im Alter von 69 Jahren einem Herzinfarkt erlegen.

Adrien Zeller war überzeugter Europäer und hat dies in all seinen politischen Engagements zum Ausdruck gebracht. Bereits Ende der 1960er-Jahre war er für die Europäische Kommission in Brüssel tätig. Später war er Abgeordneter in Paris und im Europaparlament in Strassburg, zudem Bürgermeister von Saverne und Staatssekretär unter Präsident Jacques Chirac. Seine politische Heimat war das Zent-

rum, zuletzt die UMP, die Partei Sarkozy's. Zeller war ausserdem Regionalist und ein grosser Verfechter der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit. Er kämpfte für ein starkes Elsass und war davon überzeugt, dass Frankreich nur mit seinen Regionen und durch sie stark sein kann. Seine Überzeugung war, dass die Region und nicht der französische Zentralstaat den politischen Lead für die nachbarschaftliche Zusammenarbeit haben muss. So äusserte er sich an der Generalversammlung der Régio Basiliensis im Juni 1997. Er hat sich durchgesetzt. Der perfekt zweisprachige Zeller war in den grenzüberschreitenden Gremien am Oberrhein immer präsent. Manchmal kam er zu spät oder musste früher gehen. Doch er war immer hellwach, enthusiastisch und kreativ, wenn es um die grenzüberschreitende Sache ging. Am Dreiländerkongress vom Januar 2008 sagte er: «Im Leben muss man immer damit anfangen, mit Begonnenem fortzufahren, und immer damit fortfahren, Neues zu beginnen.» Zellers Feuer und seine positive Energie wirkten ansteckend. Wir werden ihn vermissen.

ERIC JAKOB, Geschäftsführer Régio Basiliensis

LEITARTIKEL

Herzblut für den Oberrhein

VON WULF RÜSKAMP

Manche halten sie für die überspannte Idee profiluchtiger Provinzpolitiker. Böartigere Zeitgenossen erklären sie sogar zum bloßen Vorwand für ausgiebige Arbeitssessen in den besten Restaurants zwischen Basel und Karlsruhe. Ganz frei von diesen Aspekten ist die trinationale Region am südlichen Oberrhein gewiss nicht. Aber es ginge an der Realität vorbei, wollte man sie darauf beschränken. In den vergangenen Jahrzehnten hat sich die Grenzsituation entlang des Rheins administrativ, politisch, kulturell, menschlich verändert. Woraus man schließen darf: Aus den angeblich so vielen Arbeitssessen ist mehr herausgekommen als nur satte Mägen...

Andererseits warten die Menschen immer noch auf grenzüberschreitende Nahverkehrsnetze, auf freie Arztwahl über die Grenze hinweg oder auf eine gemeinsame Regionalplanung, die verhindert, dass umweltschädliche Betriebe kurzerhand an der jeweiligen Lan-

desgrenze angesiedelt werden.

Trotzdem – die grenzüberschreitende Zusammenarbeit ist unverkennbar gewachsen. Daran hat Adrien Zeller, der am Samstag verstorbene Regionalpräsident des Elsass', entscheidend mitgewirkt. Er selbst wusste genau, dass er mit seiner Arbeit auf den Schultern von Vorgängern wie Pierre Pfimlin stand, die nach ihrer Kriegserfahrung die deutsch-französische Aussöhnung auf die Fahnen geschrieben hatten – realisiert zwischen Elsass und Baden. Das Wissen um diese Tradition hat Zeller als Auftrag aufgefasst – und damit ist er in den letzten Jahren seines Lebens zur Galionsfigur der trinationalen Zusammenarbeit am Oberrhein geworden. Wie er in seinen Reden zwischen Französisch und Deutsch zu wechseln verstand, wie er beide politischen Kulturen zusammenführte und vor allem wie er sein Netzwerk in ganz Frankreich, aber eben auch in Baden-Württemberg zu pflegen wusste, machte ihn zum Idealbild des Oberrheinpolitikers.

Allerdings waren ihm auf badischer und Basler Seite zunehmend die An-

*Adrien Zeller stand
für die trinationale
Zusammenarbeit –
ein Nachfolger ist
nicht in Sicht*

sprechpartner ausgegangen, die mit ihm auf Augenhöhe debattieren konnten: Freiburgs Oberbürgermeister Rolf Böhme etwa ist Pensionär, und der ehemalige Basler Regierungsrat Hans Martin Tschudi privatisiert. In der Politik fehlt es inzwischen an überzeugenden Vertretern der trinationalen Region, die zunehmend zum Geschäft der lokalen Ebene wird. Doch auch deren Eurodistrikte sind beileibe noch keine Erfolgsmodelle.

Natürlich gibt es das große Projekt der trinationalen Metropolregion, bislang eine abstrakte Idee, um an Fördergeld der EU-Kommission heranzukommen. Sieht man von den Erklärungen auf Papier ab, fehlt es ihr an konkreten Inhalten, insbesondere aber an öffentlicher Basis, an Rückhalt in der Bevölkerung. Sie ist ein Verwaltungsprodukt und – selbst wenn die beteiligten Hochschulen und Unternehmen das Gegenteil beteuern – fern vom gelebten Alltag.

Das liegt nicht an ihren Zielen. Eine zusammenhängende Wissenschaftslandschaft am Oberrhein, die Vernetzung der regionalen Wirtschaft, eine grenzüberschreitende Planung für Verkehr und Umwelt, die Ausbildung einer regionalen kulturellen Identität –

so theoretisch das klingt, für den Oberrhein und seine Position in Europa, ja in den globalisierten Zusammenhängen können das entscheidende Zukunftsgrößen sein. Doch diese Ideen bleiben Ideen auf dem Papier, wenn sich ihrer nicht Persönlichkeiten wie eben Adrien Zeller annehmen. Erst ihr Reden und Handeln haucht solchen theoretischen Gebilden Leben ein – weil sie sie zu ihrer Sache machen. Doch wo sind Zellers Erben? Es geht dabei nicht nur um Führungsfiguren. Gerade weil die grenzüberschreitende Zusammenarbeit aus viel Detailarbeit besteht, erfordert sie das breite Engagement der politischen Klasse in der Region. Deren Netzwerk muss die Vision einer eng kooperierenden Region vorwegnehmen, die auch eigenständige Entscheidungen treffen kann. Das nur den Verwaltungen zu überlassen, reicht nicht, um die Menschen zu gewinnen. Dies hat die EU aus der jüngsten Europawahl lernen müssen.

Die Ankündigung, es werde sich ein Unternehmer wie Herbert Burda an die Spitze der Oberrheinbewegung stellen, ist bisher nicht eingelöst. Umso schmerzlicher wird man in den kommenden Jahren Adrien Zeller vermissen – im Elsass, aber auch in Basel und in Baden. Ideen brauchen nun einmal Menschen, die mit Herzblut für sie eintreten.